

prendre dans le passé que l'on ne peut pas souffrir d'intervention dans ces régions. L'Empire britannique se défend lui-même en les protégeant contre une attaque. Il doit être bien compris que le gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne accepte le nouveau traité...

C'est le traité condamnant la guerre.

... à la condition expresse qu'il ne nuise pas à sa liberté d'action à cet égard.

Autrement dit, dans cette déclaration extrêmement importante, le secrétaire des Affaires étrangères, parlant au nom de son gouvernement et de la nation anglaise, réserve à l'Angleterre le droit de désigner, à son gré, à l'avenir, les parties du monde où elle renoncera à la guerre et celles où elle se considère libre de faire la guerre, sans aucunement les définir. Un jour, ce peut être l'Égypte; un autre, la mer de Chine ou encore les Etablissements du Détroit. Il n'y a rien de défini. Le ministre réserve à son gouvernement pleine liberté d'action. Ce peut être, un jour, Copenhague, où une flotte serait susceptible de mettre l'empire britannique en danger. Personne ne le sait. Il ne l'a jamais défini.

C'est alors, je répète, que le premier ministre du Canada, avec raison, a adhéré à ce traité sans réserve de la sorte. Mais j'espère que nous nous devons à nous-mêmes d'abord, deuxièmement en toute loyauté envers la nation britannique et, troisièmement, en toute loyauté envers les autres signataires de ce pacte, de déclarer que nous ne sommes pas engagés par cette réserve—réserve indéterminée. En d'autres termes, nous devrions avertir poliment, mais avec fermeté, le gouvernement de la Grande-Bretagne que nous sommes prêts à l'appuyer pour aider la nation anglaise à poursuivre toutes les mesures visant à la paix, mais que nous sommes également prêts à agir comme l'a dit le sénateur McRae l'an dernier, c'est-à-dire à rester chez nous si l'Angleterre veut faire la guerre pour des causes étrangères au Canada.

Maintenant quant à la question d'élargir le cadre de nos rapports avec la Grande-Bretagne en matière de paix et de guerre, on me permettra de répéter ici dans ma vieillesse ce que je déclarais déjà il y a quelque trente-cinq ans: Méfiez-vous des obligations indéterminées, des soi-disant obligations morales. Rappelez-vous l'effet qu'elles ont eu sur la nation anglaise elle-même. Il n'est pas un ouvrage sur la guerre ou les politiques qui s'y rattachent que j'aie trouvé aussi poignant que les *Vingt ans* de lord Grey de Falloden. Je crois que lord Grey était l'un des hommes les plus droits qui eussent jamais joué pendant très longtemps un rôle important dans la vie politique. Malgré tout, à cause d'un manque de clarté d'esprit et de

volonté et à cause de cette atmosphère embrouillée dans laquelle il était en entrant au Foreign Office et qu'il conserva plus embrouillée encore, il fut sur le point de tromper ses collègues, de tromper la Chambre des communes, de tromper la nation anglaise et de tromper alternativement les Allemands et les Français. Jamais homme, je crois, ne l'a aussi clairement exposé qu'un de ses collègues, au caractère absolument différent, mais également bon serviteur de la couronne britannique. Je veux parler de lord Lorneburn qui s'est retiré du gouvernement anglais, environ un an avant la guerre. Il analyse dans son livre la politique de sir Edward Grey, telle qu'elle était alors, disant, en substance, que deux lignes de conduite étaient ouvertes au gouvernement, à la veille de la guerre. Il déclare qu'on aurait pu dire aux Français et aux Russes que l'Angleterre ne s'était pas engagée à prendre la part de la Serbie et de la Russie contre l'Autriche et les Balkans. Cela aurait pu les arrêter, ou du moins, nous sauver. D'un autre côté, l'Angleterre pouvait signifier clairement aux Allemands que, quelle que fût la cause de la guerre, elle demeurerait du côté de la France et de la Russie. Cela pouvait se faire avec le consentement de tous les membres de la Chambre, mais, malheureusement, pendant neuf ans, la moitié des ministres ignorait ce que l'autre moitié savait. Si sir Edward Grey n'a pas cru bon de renseigner la moitié de ses collègues, s'est-il donné la peine de nous prévenir? Naturellement, il ne l'a pas fait. Il n'a pas davantage renseigné d'autres chefs de tribus. On s'est contenté de sonner le clairon de la guerre en août 1914, et d'émettre une déclaration nous demandant de partir et d'aller exterminer les Huns, ces barbares qui menaçaient la paix et la liberté du monde.

Il existait une obligation indéfinie. En voici une autre: La Chambre se souvient des articles 10 et 16 du Traité de paix. Nous avons dû expliquer notre dissidence. Tout d'abord, ce fût sir Robert Borden, puis M. Doherty et ensuite le chef actuel de l'opposition (M. Mackenzie King) justement dans la lettre dont je viens de lire un passage, il y a un instant. Je crois qu'il est mieux de ne pas signer plutôt que de se voir obligé, plus tard, de biffer sa signature.

Puis, je vais me reporter à la conférence impériale de 1926, au cours de laquelle nos représentants, comme les autres représentants du reste de l'empire, ont admis que la question d'Égypte était d'intérêt impérial. Naturellement, elle était d'intérêt impérial pour l'Angleterre, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, mais intéressait-elle le Canada ou l'Afrique-Sud? M. Amery, politique plus rusé que